

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78011 VERSAILLES

VERSAILLES, le 20/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTAL RAFFINAGE FRANCE**

Etablissement pétrolier  
40 avenue Jean Jaurès  
78440 GARGENVILLE

Références : n° Hélios : 58395  
Code AIOT : 0006503288

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement TOTAL RAFFINAGE FRANCE implanté Etablissement pétrolier 40 avenue Jean Jaurès 78440 GARGENVILLE. L'inspection a été annoncée le 08/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTAL RAFFINAGE FRANCE
- Etablissement pétrolier 40 avenue Jean Jaurès 78440 GARGENVILLE
- Code AIOT : 0006503288
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TOTAL exploite à Gargenville un dépôt d'hydrocarbures liquides. Le site est classé SEVESO SEUIL HAUT au titre de la rubrique 4734-2.a.

L'établissement est rattaché organiquement à la raffinerie de Grandpuits (77). Tout comme ce dernier, le site de Gargenville est en pleine évolution. Ainsi, de nombreux réservoirs ont déjà été mis à l'arrêt ces derniers mois, tout comme l'unité « MEROX » d'adoucissement de carburéacteur provenant de la raffinerie de Grandpuits.

Le risque accidentel est le principal enjeu de cet établissement.

L'exploitation du dépôt pétrolier et des installations relevant du code de l'environnement (installations classées pour la protection de l'environnement) a été autorisée initialement par l'arrêté préfectoral du 19 août 1966. Un arrêté codificatif en date du 23 février 2017 régit les activités du site. Un PPRT a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 décembre 2012.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- SGS - Sous-traitance
- Equipements sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Détecteurs d'hydrocarbures liquides	AP Complémentaire du 23/02/2017, article Annexe I, Article 8	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat initial des tuyauteries	Lettre du 02/02/2022, article Non Conformité 1	/	Sans objet
2	Plan d'inspection des tuyauteries	Lettre du 02/02/2022, article Observation n°2	/	Sans objet
3	Vieillessement des tuyauteries	Lettre du 02/02/2022, article Observation n°3	/	Sans objet
4	MMR Clapet anti-feu SEPAM	Lettre du 02/02/2022, article Observation n°4	/	Sans objet
5	MMR Clapet anti-feu SEPAM	Lettre du 02/02/2022, article Observation n°5	/	Sans objet
8	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
9	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les thèmes de la maîtrise de la sous-traitance sur les opérations à enjeux et sur le suivi des équipements sous pression. Les suites de la visite précédente ont été également balayées.

Concernant les suites de l'inspection précédente, portant sur le suivi du vieillissement des tuyauteries et les clapets anti-feu, les éléments apportés par l'exploitant ont permis de solder l'ensemble des sujets.

Le suivi des équipements sous pression s'est révélé satisfaisant. L'exploitant a présenté son outil de suivi et a pu fournir l'ensemble des documents demandés pour l'équipement contrôlé par sondage. Enfin, l'inspection note que la gestion de la sous-traitance sur le site est globalement satisfaisante. Des observations ont toutefois été émises au sujet de la procédure d'entretien des détecteurs d'hydrocarbures liquides, qui doit être actualisée pour prendre en compte la nouvelle organisation curage/contrôle. L'exploitant doit également s'interroger sur le caractère adapté de cette nouvelle organisation pour détecter des éventuels écarts.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat initial des tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 02/02/2022, Non Conformité n°1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillissement des tuyauteries
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Au jour de l'inspection, l'état initial des tuyauteries du site n'est pas finalisé au sens du document technique DT 96. Le but est à terme d'avoir une fiche pour chaque tuyauterie, qui répondra à ce besoin d'état initial.</p> <p>Un historique papier existe, mais ne répond pas à ce jour à la définition de l'état initial attendu. Ce travail est en cours, et l'exploitant indique que la finalisation est prévue pour le 30/04/2021. L'exploitant doit transmettre un état initial de ses tuyauteries, tel que défini dans le guide DT 96, sous six mois.</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 1<sup>er</sup> août 2022, l'exploitant a signifié que l'état initial des tuyauteries est achevé. Les documents composant l'état initial des tuyauteries ont été transmis par clé USB jointe au courrier de réponse.</p> <p>Cette non-conformité est soldée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Plan d'inspection des tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 02/02/2022, Observation n°2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement des tuyauteries
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Observation n°2 : Le plan d'inspection doit renseigner plus précisément « l'identification des modes de dégradation et de leur localisation, notamment au niveau des points singuliers » ainsi que « le choix des zones de contrôles représentatives des modes de dégradation identifiés ».
<b>Constats :</b> Dans le cadre de la création des états initiaux, l'exploitant a bien mis en avant les points singuliers et modes de dégradations des tuyauteries. A titre d'exemple, l'exploitant montre en séance le dossier de suivi de la tuyauterie TUYA 7. Les points singuliers sont identifiés, et les points d'inspection s'en rapprochent au plus près.  Cette observation est soldée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Vieillessement des tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 02/02/2022, Observation n°3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement des tuyauteries
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Observation n°3 : Dans le fichier de suivi des DI, il a été constaté que les équipements n'étaient pas renseignés de manière uniforme. Ainsi, l'identification de toutes les DI associées à un équipement n'est pas possible (constaté sur les DI associées à la tuyauterie TUYA 5).
<b>Constats :</b> Le travail de mise en cohérence a été fait peu après l'inspection de 2021. Une colonne a été ajoutée pour rattacher les demandes d'intervention (DI) à une inspection.  Une GMAO est en train d'être mise en place sur le site. L'exploitant précise qu'il s'agit d'un important travail qui s'étendra sur plusieurs années avant d'être pleinement déployé.  Par sondage, l'inspection s'est intéressée à certaines DI dans le tableau. Plusieurs d'entre elles n'ont pas d'équipement qui leur est rattaché. Ce point peut nuire au bon suivi de ces DI (exemple : Fuite RI fosse à vanne CR 32D22/21, intervention en cours) .  L'exploitant indique qu'il s'agit d'une fuite sur l'alimentation incendie, et que le matériel associé n'a pas de désignation claire. Ces points font toutefois l'objet d'un suivi hebdomadaire avec Actemium.  Cette observation est soldée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : MMR Clapet anti-feu SEPAM**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 02/02/2022, Observation n°4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Observation n°4 : La fiche MMR des clapets anti-feu doit être mise en cohérence avec les pratiques de maintenance et la note technique EIPS 3, et présenter une fréquence de contrôle de 4 fois par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que la fréquence trimestrielle de contrôle avec Curaco a été recadrée. La fiche MMR n'a pas encore été mise à jour car cette actualisation sera faite plutôt dans le cadre de la mise à jour de l'EDD du site (la fiche est liée à l'EDD et n'existe pas indépendamment de celle-ci), dont l'échéance de remise est en cours de discussions compte-tenu des évolutions en cours sur le site.  Dans l'attente de cette mise à jour de l'EDD, cette observation est soldée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : MMR Clapet anti-feu SEPAM**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 02/02/2022, Observation n°5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance et rondes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Observation n°5 : La check-list des rondes doit intégrer la vérification que les clapets anti-feu sont bien ouverts.
<b>Constats :</b> En séance, l'exploitant montre la check-list numérique des rondes, que le rondier emmène sur un téléphone ATEX lors de celles-ci. La coche « clapet anti-feu » est bien présente.  Cette observation est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Détecteurs d'hydrocarbures liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/02/2017, Annexe I, Article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de l'application des réglementations qui leur sont applicables, la conception, la fabrication des MMR et leurs contrôles sont effectués par référence à un code de calcul et de conception dûment éprouvé.  Ces éléments font l'objet d'une protection adaptée aux agressions qu'ils peuvent subir, qu'elles soient mécaniques, chimiques ou électrochimiques.  La conception et l'implantation des MMR tiennent compte de leur maintenance et de leur vérification périodiques, afin de faciliter les opérations et en minimiser les risques.  En outre, celles des dispositifs indicateurs (jauge de niveaux, manomètres, détecteurs de gaz...) doivent permettre leur étalonnage périodique ainsi que la vérification de la bonne exécution de leur fonction sécurité.
<b>Constats :</b> Ce constat est détaillé en annexe confidentielle.
<b>Observations :</b> Cf annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 7 : Opérations d'entretien et de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni par courrier électronique en amont de l'inspection, le contrat de maintenance passé avec la société ACTEMIUM. Ce contrat encadre tous les aspects de cette activité sous-traitée (sous-traitance en cascade, réception des travaux, etc.). Le contrat est valable 2 ans à compter d'octobre 2021.  En plus des PV de contrôle, qui sont transmis à l'exploitant et mentionnent la présence ou non de dysfonctionnements ou d'écarts à la suite du contrôle, des rapports d'intervention de la société Actemium sont transmis par courrier électronique après la prestation.  Ces éléments ont été transmis à l'inspection en amont de la visite, et n'appellent pas de remarque.  <b>Observation n°3 :</b> En revanche, lors de la visite sur site, l'opération de contrôle a été réalisée sans l'aide de documents (procédure de contrôle Actemium ou Total, PV de test). L'absence de trame documentaire suivie strictement pendant la réalisation des essais peut mener, à terme, à des dérives ou des oublis de points de contrôle. A noter qu'en cas de mise en place de document par les sociétés sous-traitantes, l'exploitant doit s'assurer que ceux-ci sont pertinents et répondent bien aux exigences du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 8 : Organisation, formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, les sociétés Hydrocurage et Actemium étaient présentes sur le site pour réaliser les tests périodiques sur les détecteurs d'hydrocarbures.  L'inspection a pu interroger les sous-traitants présents sur les réflexes à avoir en cas d'alarme sur le site. Les réponses données étaient satisfaisantes.  Par ailleurs, après l'inspection l'exploitant a fourni le compte-rendu des 2 derniers exercices incendies (réalisés tous les mercredis sur le site). Ces deux compte-rendus concernent les exercices des 14 et 28 décembre 2022. Ils mentionnent bien la présence d'entreprises sous-traitantes lors de ces exercices. Ce point est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation / documentation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni par courrier électronique en amont de l'inspection, l'autorisation de travail de la prestation de maintenance passé avec la société ACTEMIUM. Le document montre les mesures de sécurité à prendre pour l'opération en question. Le document montre que l'analyse de risque menée est bien spécifique à l'activité concernée, et que celle-ci est adaptée.</p> <p>Le contrat de maintenance passé avec la société ACTEMIUM mentionne notamment que :  « Compte tenu notamment de l'importance des problèmes de sécurité dans un ensemble industriel comme celui de l'Etablissement Pétrolier de Gargenville, le FOURNISSEUR s'engage à n'affecter à la réalisation des travaux que des personnels ayant la compétence et les qualifications nécessaires à l'exécution des Travaux et Services. Elle s'organise pour préserver la stabilité du personnel affecté aux Travaux et Services. Le CLIENT peut exiger communication par le FOURNISSEUR du bienfondé de cette qualification, à chaque mouvement et se réserve le droit de ne pas accepter les qualifications retenues. »</p> <p>Globalement, l'exploitant indique qu'il ne cherche pas à vérifier les compétences des sous-traitants qui lui sont mis à disposition, dès lors que l'opération réalisée ne porte pas des enjeux particuliers et qu'un engagement de compétence a été pris par la société prestataire (comme c'est le cas avec le contrat Actemium).</p> <p>En revanche, l'exploitant s'attache à mettre une attention particulière aux activités avec plus d'enjeu, comme des opérations de soudage de bacs, qui peuvent faire l'objet d'une surveillance de la part d'une société de contrôle.</p> <p>En termes d'habilitation, le contrat mentionne que :  « Tout le personnel exécutant doit être habilité niveau 1 pour les risques pétroliers. Tout le personnel intervenant dans les zones explosives doit être habilité ATEX Niveau Personne Intervenante. Les responsables d'intervention et le personnel d'encadrement doivent être habilités niveau 2 pour les risques pétroliers. Le personnel devant intervenir dans les locaux d'accès réservé aux électriciens devra avoir l'habilitation électrique requise notamment pour assumer les missions de Chargé de Travaux. »</p> <p>Lors de la visite, le sous-traitant de la société Actemium rencontré a pu montrer à l'inspection un carnet dans lequel apparaissent notamment ses habilitations et son permis de travail.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Equipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ESP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b> Par sondage, l'inspection s'est intéressée à un ballon d'air en pomperie Seine : le ballon 14D16A, sur la motopompe 14G16.</p> <p>En séance, l'exploitant montre l'outil CREDO, qui génère les plans d'inspection et les alertes liées à leur contrôle. Utilisé pour la partie PM2I, ESP et ESSV, il couvre les tuyauteries, bacs, ESP, matériels incendie et extincteurs.</p> <p>Cet équipement fait l'objet d'une inspection tous les 48 mois, et a été installé en 1979. Sa prochaine requalification doit être effectuée avant le 15 novembre 2023, et sa prochaine inspection périodique avant le 15 juin 2023.</p> <p>En séance, l'exploitant a montré le PV de la dernière inspection : IP de la D16A, fait le 26/10/2016, réalisée par l'APAVE. Par courrier électronique après l'inspection, l'exploitant a également fourni le PV de requalification de 2013.</p> <p>En visite, l'inspection a pu voir l'équipement et sa plaque associée, qui correspond bien aux informations données par l'exploitant en séance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet